

Un bureau de vote dans les locaux de la prison

GRADIGNAN Pour la première fois, des détenus ont voté hier au sein de la maison d'arrêt



Quentin Guillon
gironde@sudouest.fr

« Je ne sais pas si c'est le bon ou le mauvais bulletin », susurre un détenu en le déposant dans l'urne. « Vous votez pour qui vous voulez ! », répond Diane Chevreau, directrice adjointe du service pénitentiaire de Bordeaux-Gradignan.

Toute la journée, hier, des détenus ont pour la première fois voté au sein de la maison d'arrêt de Gradignan. Dernière session en milieu d'après-midi. Une quinzaine de détenus entrent ensemble dans la salle de spectacle du bâtiment B. Ils bénéficient du « module respect », un régime qui leur donne plus d'autonomie. Ils ont, par exemple, les clés de leur cellule. Ils prennent au moins deux bulletins différents sur la table au fond de la salle, puis passent, chacun leur tour, dans l'isoloir. Avant de glisser le bulletin dans l'urne et de signer la liste d'émargement.

« Mon premier vote »

« Quand j'étais dehors, je n'allais pas voter » témoigne Samir (1), 29 ans. « Plein de potes dans la prison ont décidé de voter. Je me suis dit pourquoi pas. Je vote pour la première fois. Je vais peut-être m'intéresser à la politique, maintenant », raconte Salim, qui ne s'était pas beaucoup informé en amont.

« A voté » répètent en boucle



Sur les 575 détenus éligibles, 194 ont souhaité voter à la maison d'arrêt de Gradignan.

PHOTO GUILLAUME BONNAUD

Diane Chevreau et Chloé Harby, directrice du SPIP de la Gironde en charge du milieu fermé (2). L'ambiance est bon enfant. Comme dans n'importe quel bureau de vote. Presque, en réalité.

« Il n'y a pas de dépouillement sur place », explique Diane Chevreau. « On vérifie le nombre d'enveloppes et le nombre d'émargements. Puis on met cela sous pli scellé. Un transporteur privé récupère tous les votes de l'établissement. Ils seront comptabilisés à Paris dans les votes nationaux. »

Diane Chevreau et Chloé Harby ont demandé en amont aux 575 détenus éligibles s'ils souhaitaient voter. Les détenus inéligibles, une centaine, n'étaient soit pas inscrits sur

les listes électorales, soit étrangers – leur identité n'a pu être vérifiée à temps. 194 ont dit oui.

Ateliers sur l'Europe

« Des affichages de tous les partis ont été effectués sur chaque unité d'hébergement. Ceux qui avaient des parloirs pouvaient récupérer les professions de foi des candidats. Très peu l'ont fait. Les détenus ont aussi accès à la télévision », expose Diane Chevreau. Chloé Harby complète : « Au-delà des partis, on a organisé six ateliers avec des volontaires de la Maison de l'Europe sur les institutions européennes. »

Le vote par correspondance a été validé par le Conseil constitutionnel le 18 mars dernier. Avant, les dé-

tenus devaient soit demander une procuration, soit une permission de sortie. Deux modalités très difficiles à mettre en œuvre. A Gradignan, moins d'une dizaine avaient glissé un bulletin pour l'élection présidentielle en 2017. « C'est une opportunité pour eux d'exercer leurs droits civiques », conclut Diane Chevreau.

(1) Le prénom a été modifié.

(2) Service d'insertion et de probation.

SUD OUEST.fr

L'interview de la directrice adjointe du service pénitentiaire à Gradignan

Abonnés.

Benoît Hamon entre vin bio et miroir d'eau

La tête de liste du parti qu'il a fondé, Génération-s, était en campagne électorale hier en Gironde. Après une conférence de presse à la brasserie du Levant, devant la gare Saint-Jean, Benoît Hamon s'est rendu à Quinsac, au château Larré Bellevue, l'une des 300 exploitations viticoles de Gironde qui ont opté pour le bio. « L'Europe peut aider à une transition vers le bio », précise-t-il. Il a ensuite fait une déambulation dans les rues de Bordeaux, via les quartiers Saint-Michel et Saint-Paul, « symboles des anciens quartiers populaires en voie de gentrification », souligne le conseiller départemental Stéphane Saubusse, l'un des trois candidats aquitains de Génération-s. Benoît Hamon devait terminer sa virée girondine par une rencontre des citoyens sur le miroir d'eau.



Benoît Hamon en campagne hier.

PHOTO FABRIEN COTTEREAU

Écologie et social indissociables

Aucun des deux candidats girondins de la liste « Pour le climat » d'Europe Écologie-Les Verts, conduite par Yannick Jadot, n'est en position éligible. Ils n'affichent pas moins une détermination totale à essayer d'obtenir le meilleur score possible, dimanche. Adjointe au social à Mérignac, Sylvie Cassou-Schotte est en 32^e position. Quand au Béglais Jean-Yves Grandidier, président de Valorem, il est encore plus loin, à la 73^e place. Peu importe, l'élue de Mérignac dit avoir « re-

tourné » plusieurs sceptiques lors de ses visites sur le terrain. Et ils martèlent le même message : « l'écologie et le social sont indissociables ». Dans cette campagne, ils estiment « jouer (leur) rôle d'aiguillon », alors que « les gouvernements jusqu'ici n'ont pas été très écologiques ». Pour Sylvie Cassou-Schotte, « la matrice de notre projet est l'écologie, mais il faut la réinventer : protéger le vivant, c'est aussi protéger les humains ». Et le bon échelon, estime Jean-Yves Grandidier, c'est l'Europe : « il faut mettre en place une politique énergétique commune, comme il y a une politique agricole commune. Ce qui suppose de transférer la souveraineté à l'Europe, pour être plus efficaces. On peut faire beaucoup sans sortir des traités. Par exemple, taxer le kérosène. On peut faire bouger les lignes, il faut nous faire confiance. »

Denis Lherm



Jean-Yves Grandidier et Sylvie Cassou-Schotte. PH. D. L.

Pour « une écologie intégrale »

URGENCE ÉCOLOGIE Cette liste a accordé une place à trois candidates et militantes girondines

Elles sont trois candidates girondines à s'être engagées dans les élections européennes sur la liste « Urgence écologie » conduite par Dominique Bourg, philosophe et professeur des universités. Dans l'ordre, on retrouve Pascale Roux, fondatrice d'une école d'arts à Bordeaux, membre du Mouvement des progressistes, Hélène Richet, adjointe au maire à Saint-André-de-Cubzac, responsable départementale du mouvement Génération Écologie et Sylvie Ferrari, professeur d'université à Bordeaux, membre du comité scientifique AcclimaTerra. Elles s'inscrivent dans une démarche distincte du parti Europe Écologie-Les Verts et partagent les idées de l'ancienne ministre de l'environnement Delphine Batho, de l'ancien président de commission au Parlement européen Antoine Waechter et du député Sébas-

tien Nadot. « Nous défendons la mise en place d'une écologie intégrale ».

Parmi les mesures concrètes, figure le retrait immédiat du glyphosate dans l'intérêt des agriculteurs et des viticulteurs. « On veut les préserver d'une triple peine à la fois coûteuse par rapport au prix des produits, stigmatisante pour les utilisateurs eux-mêmes mais aussi dangereuse pour leur santé ». Une autre demande porte sur la définition d'un moratoire sur la construction des centres commerciaux à la périphérie des villes pour lutter contre l'artificialisation des sols et la disparition des commerces et services dans les centre-villes. Hélène Richet fait savoir qu'elle s'oppose au projet de village des marques à Coutras. Enfin, la liste « Urgence Écologie » requiert une protection absolue des lanceurs



Hélène Richet, Sylvie Ferrari et Pascale Roux en campagne.

PHOTO GÉNÉRATION ÉCOLOGIE

d'alerte contre l'influence des lobbies sur les députés européens, par rapport aux pressions de la finance et des groupes industriels à l'image de « l'affaire Monsanto » et puis la nécessité d'établir une mesure de résilience sur le changement climatique.

P. L.